



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 59 – juin 2015

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.

Note réactive du mois

N° 74 – Norvège quel avenir pour le premier fonds souverain mondial ?



Depuis qu'elle a commencé à en produire, au début des années 1970, le pétrole a été une réelle manne financière pour la Norvège. Les revenus liés à la ressource énergétique ont représenté jusqu'à 30 % du budget national. Pour faire face à l'épuisement attendu des gisements, l'État doit aujourd'hui dynamiser la gestion de son fonds souverain.

[en savoir plus](#)

Actualité de la gestion publique

Dernière minute

Grèce



Confronté à une situation de défaut de paiement et afin d'éviter sa sortie de la zone euro, le gouvernement d'Alexis Tsipras a transmis, le 9 juillet, dans un texte intitulé « **Actions prioritaires et engagements** », ses propositions de mesures budgétaires et de réformes structurelles (pour un montant de 13 milliards d'euros sur trois ans) en vue d'obtenir une troisième aide financière, évaluée – dans un premier temps – à 53,5 milliards d'euros, permettant au pays de faire face, notamment, aux obligations liées à sa dette publique (se montant à 180 % du PIB) jusqu'en 2018 :

- un taux de TVA unifié à 23 % (deux taux réduits seraient maintenus, 13 % pour l'alimentation de base et l'énergie, 6 % pour les livres et produits pharmaceutiques) ;
- la suppression des avantages fiscaux dans les îles ;
- une réduction des dépenses militaires ;
- une augmentation de l'âge de départ à la retraite (67 - ou 62 ans – sous réserve de 40 années de cotisations effectives, entrée en vigueur progressive jusqu'en 2022) ;
- la déréglementation de certaines professions (ingénieurs, notaires, huissiers) ;
- la reprise du programme de privatisations (société de télécommunications, compagnie d'électricité, ports du Pirée et de Thessalonique, aéroports régionaux, notamment) ;
- la réforme des traitements et le renforcement des contrôles dans la Fonction publique.

Ces propositions ont été examinées par les trois créanciers (FMI, BCE et UE) ainsi que par l'Eurogroupe (ministres des Finances de la zone euro). Les dirigeants des 19 pays membres de l'union monétaire vont maintenant affiner l'aide qu'ils accorderont à la Grèce et décider des conditions qu'ils imposeront à son octroi.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

1 - Gestion de la performance (budget, indicateurs, audits)

Australie



Mathias Cormann, ministre des Finances, a présenté les grandes lignes de la 4^e phase du programme de rationalisation de l'Administration « Smaller Government – Transforming the Public Sector ». Celle-ci va se caractériser par la **suppression de 35 entités ou structures administratives supplémentaires**, portant le nombre à 286 depuis 2013 (sur un total de 1296). Selon le ministre, le programme a permis à l'État d'**économiser 1,4 milliard de dollars australiens** et de revenir à un effectif inférieur à celui de 2007. Les principales économies réalisées concernent le contrôle de l'immigration, l'éducation, la santé et les services du procureur général. L'État va également vendre quatre ensembles immobiliers de la capitale fédérale, Canberra.

[en savoir plus](#)

États-Unis



Deux chercheuses de l'American University de Washington ont rédigé un guide traitant des **pratiques de gestion de la performance** et de l'utilisation de cet outil dans la prise de décision. Il présente **les exemples de dix villes américaines** : Atlanta, Boston, Dallas, Denver, Fort Lauderdale, Kansas City, Las Vegas, Los Angeles, Saint Paul et Washington. L'accent est mis sur les arrangements institutionnels, les compétences en ressources humaines et les qualités de leadership. Des indications sont également fournies sur le **type de mesures adaptées à l'évaluation de la performance** des services publics locaux et régionaux et sur les façons d'adapter les pratiques étudiées aux réalités de chaque collectivité.

[en savoir plus](#)

Islande



Afin de lever le contrôle des capitaux, instauré en 2008 après que les trois principales banques du pays (Glitnir, Landsbanki et Kaupthing) eurent été déclarées en faillite, le gouvernement a annoncé la mise en place d'une **taxe de 39 % applicable aux actifs bancaires qui quitteraient le pays**. L'Agence nationale de gestion de la dette estime le total des actifs à 1 200 milliards de couronnes (soit 8,11 milliards d'euros). Sigmundur Davíð Gunnlaugsson, Premier ministre, a ainsi justifié cette décision : « Il est clair que nous ne pouvons pas attendre plus longtemps. Je crois que nous jetons les fondations pour de meilleures conditions de vie, **moins de dette**, moins d'effet de levier et surtout de meilleures conditions pour la croissance ».

[en savoir plus](#)

Serbie



Le Parlement a, le 28 mai, **amendé la loi de privatisation**, votée en août 2014, qui prévoit la **vente des 502 entreprises publiques** (ou dans lesquelles l'État détient des participations) avant le 31 décembre 2015. **Dix-sept d'entre elles**, notamment du fait de leur très mauvaise situation financière qui est un frein à la procédure, ont obtenu un délai supplémentaire d'un an. Ce **programme de privatisations de grande ampleur** est la contrepartie de l'aide de 1,2 milliard d'euros accordée au pays par le FMI en février dernier pour assainir ses finances publiques, accroître la stabilité et la résilience du secteur financier et mettre en œuvre d'importantes réformes structurelles.

[en savoir plus](#)

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

Canada



Le gouvernement fédéral a validé la construction du nouveau pont Champlain, qui enjambe le Saint-Laurent à Montréal. Le projet sera réalisé grâce à un **partenariat public-privé** entre Infrastructure Canada, l'administration gestionnaire, et un consortium privé. Outre les 30 000 nouveaux emplois liés à cette opération, M. Roger Légaré, président de l'Institut pour le partenariat public-privé (IPPP) qui a contribué à certaines étapes du processus de qualification et d'appel d'offres, souligne que : « Ce projet en partenariat public-privé offre la **garantie d'une livraison dans les délais prévus** en 2018 et à l'**intérieur du budget fixé** à 4,2 milliards de dollars canadiens ».

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

Pays-Bas



Eric Wiebes, secrétaire d'État auprès du ministre des Finances, a annoncé, le 19 juin, la nouvelle orientation **en matière de fiscalité des véhicules**. Le gouvernement veut simplifier sa réglementation qui, selon lui, n'est plus un moyen efficace de promouvoir les véhicules propres, **ni de garantir des recettes stables**. Dorénavant, seuls les véhicules entièrement électriques (ou « zéro émission ») pourront bénéficier d'une taxe réduite de 4 %. Tous les autres se verront appliquer **un taux unique de 22 %** qui sera progressivement réduit pour atteindre 12 % en 2020 (à l'exception des véhicules diesel non équipés de filtres à particules qui resteront taxés à 22 %).

[en savoir plus](#)

Royaume-Uni



Les collectivités sont fortement encouragées à **mutualiser leurs services support** afin de réaliser des économies substantielles sur leurs budgets de fonctionnement. Une étude réalisée depuis 2012 pour le compte de l'association des administrations locales montre – chiffres à l'appui – les bénéfices réalisés. Trente-huit partenariats ont été recensés, mais l'économie d'un demi-milliard de livres sterling ne compense pas la **baisse de ressources de 40 % en moyenne** que subissent les administrations locales. Dans le New Hampshire, les services de police et des pompiers ont **mis en commun la gestion des achats, des impressions et des ressources humaines** pour un gain de 4 millions de livres.

[en savoir plus](#)

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

Allemagne



Karl-Heinz Schröter, ministre de l'Intérieur et des Affaires communales du Land de Brandebourg (seul des cinq Länder de l'ex-RDA à ne pas avoir encore mené sa **réforme territoriale**, à l'exception du redécoupage de certains arrondissements en 1993), a présenté, le 19 mai à Potsdam, les grands axes de la démarche qui va être mise en place sur quatre ans. Le projet, conçu sur le **principe de « subsidiarité »**, prévoit de **transférer un grand nombre de compétences aux arrondissements et aux administrations locales** (communes ou communautés de communes). Ces dernières auront toutefois la **possibilité de ne pas les accepter** si elles ont une population inférieure à 10 000 habitants.

[en savoir plus](#)

Autriche



Coopération entre le secteur privé et l'Administration en matière d'administration électronique : l'État a passé un accord avec Bank Austria, la banque qui possède le plus grand nombre d'adhérents aux services bancaires en ligne dans le pays, afin de permettre **l'échange sécurisé de documents entre administrations et usagers** sans double authentification. Le gouvernement souhaite ainsi encourager les clients de la banque qui ne feraient pas encore partie des **650 000 utilisateurs actuels de la signature électronique** à rejoindre cette communauté. Sonja Stessl, secrétaire d'État, et Willibald Cernko, P-DG de Bank Austria, ont annoncé le **financement conjoint** de l'interconnexion des deux systèmes informatiques.

[en savoir plus](#)

Danemark



Politiken, le troisième plus grand quotidien du pays, a mis en ligne une **application de visualisation de données** qui présente les budgets des 98 municipalités. kommune.politiken.dk vise à accroître la transparence en publiant la façon dont **les finances publiques locales sont gérées**. Les données sont recueillies auprès de l'Institut national des statistiques (les municipalités doivent envoyer leurs informations financières au ministère de l'Intérieur). **Recettes et dépenses** des villes sélectionnées peuvent être consultées grâce à divers outils de visualisation, mais aussi triées par catégorie. Enfin, l'application permet également de **comparer** la façon dont deux municipalités ont géré leur budget et utilisé leurs ressources.

[en savoir plus](#)

Espagne



La municipalité de Quart de Poblet (Communauté valencienne) a été distinguée parmi 32 villes candidates pour son projet « **Open City Council** », lors de la 15^e conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP). Ce projet vise à **accroître la transparence** en améliorant la façon dont les administrations centrale et locale collaborent et permettent aux citoyens de contribuer à la gestion de la ville, grâce, notamment, à l'utilisation des réseaux sociaux et d'applications interactives. OIDP est une plateforme ouverte à toutes les collectivités, associations et universités qui sont intéressées par **l'échange d'expériences** sur la démocratie participative. 615 villes dans 71 pays en sont membres à ce jour.

[en savoir plus](#)

4 - Gestion des ressources humaines

Hongrie



János Lázár, ministre délégué auprès du Premier ministre, a annoncé une **augmentation de salaire pour 35 000 employés non cadres** de l'Administration à compter du 1^{er} juillet 2015 et ce, pour un montant moyen de 2 285 euros annuels par agent concerné. Il indique que la mesure est déjà financée directement par les économies réalisées grâce au vaste programme de réforme mis en œuvre depuis 2012. Une somme de 25 milliards de forints (80 millions d'euros) sera affectée à cette dépense dès le budget annuel 2016. Il a annoncé également que le ministère de l'Intérieur va soumettre une proposition au Parlement, visant à **augmenter le traitement de 990 maires** de petites localités.

[en savoir plus](#)

Italie



La Cour constitutionnelle a jugé que le **gel des salaires des employés publics**, en vigueur depuis 2010, était « désormais illégitime » en raison d'une durée qu'il a estimé être trop longue. Le gouvernement de Matteo Renzi, qui avait récemment annoncé vouloir maintenir cette mesure jusqu'en 2017 en précisant que « c'était la seule alternative pour ne pas avoir recours à des licenciements massifs », va donc devoir **augmenter les rémunérations de près de trois millions d'agents**, mais la décision ne sera pas rétroactive. La dépense est estimée à 900 millions d'euros pour l'année 2016. Plusieurs plaintes avaient été déposées par les organisations professionnelles devant les tribunaux qui ont demandé **à la plus haute juridiction de trancher**.

[en savoir plus](#)

Suède



Stockholm a été choisi par l'ONU pour lancer sa nouvelle campagne mondiale en faveur de **l'égalité des sexes** [HeForShe](#) (Il pour elle). Dans ce pays où, comme a tenu à le rappeler Stefan Löfven, Premier ministre, « la **parité est strictement respectée** pour les postes dont la nomination est du ressort du pouvoir politique, le gouvernement s'est fixé comme priorité que son Administration soit – à tous les niveaux de fonctions - **la plus paritaire au niveau mondial** d'ici à 2018 ». Le chef du gouvernement suédois fait ainsi partie des dix personnalités politiques masculines qui – avec dix chefs de grandes entreprises et dix présidents d'université ou grandes écoles (dont Sciences Po Paris) – se sont engagés personnellement dans cette campagne.

[en savoir plus](#)

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE
RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN /
GENEVIÈVE RAFFAËLLI, NADINE BERNET
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – [@Igpde_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)

PUBLICATION MENSUELLE - ISSN 2105-0740

